



## **TROIS JOURS AUX CÔTES DES AGENTS DES FONCTIONS PUBLIQUES EN PICARDIE**

\* **Le 1<sup>er</sup> Février** avec la venue de Laurent BERGER, nous sommes allés à la rencontre des agents de la poste au PPDC (plateforme de préparation et de distribution du courrier) à AMIENS. Nous avons rencontré des agents qui sont au tri et aussi des facteurs. Tous nous rendent compte de l'intensification du travail, de la dégradation des conditions de travail. Dans ce centre de tri, treize emplois vont disparaître en 2011. Sept cents emplois ont été supprimés au cours des quatre dernières années dans la région Picardie. Conséquence : les agents subissent une forte intensification du travail.

Ensuite nous avons vu les salariés du CROUS à AMIENS, là des CDD qui se succèdent (CDD de 10 mois puis de 2 mois) et ceci renouvelé pendant 6 ans puis il y a une coupure et les voilà repartis pour 6 ans. Des agents qui viennent de l'éducation nationale et d'autres salariés du CROUS.... Des agents de l'éducation nationale que l'on essaie d'influencer pour qu'ils fassent partie des salariés du CROUS. Bref, une pression constante et qui s'intensifie et des agents contractuels dans une grande précarité.

Puis le conseil Régional avec aussi des conditions de travail très dégradées, des salariés pris entre le fait que leur employeur est le président du Conseil régional (de gauche) et en même temps employeur, des salariés qui s'interrogent sur le sens de leur travail et sur l'ambiance qui y règne...

Puis la journée s'est terminée au CH d'ABBEVILLE avec une équipe efficace mais qui se trouvent confrontés à des problèmes de suivi des 35 H, avec une direction très difficile en négociation, des conditions de travail qui se sont dégradées de ce fait une intensification du travail et les agents développent un sentiment de culpabilité face aux patients. On voit des agents qui souffrent au travail.

**\* Le 2 février, nous sommes allés dans l'Oise au PIC (plateforme industrielle du courrier), toujours les mêmes problématiques que la veille à PPDC d'AMIENS...**

**Puis à la mairie de CREIL. Le politique interfère beaucoup sur ces conditions de travail qui se sont fort dégradées, une mauvaise ambiance (avec l'embauche de copinage mais du copinage le plus souvent non compétent) mais aussi par qu'une importante sous-traitance de tâches sont données au privé et ceci touche toutes les catégories de personnel. Tous les services sont sous la tutelle des politiques avec de fortes pressions et une communication à outrance... Les agents ne savent plus les tâches qui leur incombent. Par exemple, une salariée (militante) est payée à rester chez elle et elle se détruit petit à petit. Pour ces cas, c'est le TA (tribunal administratif) et même lorsque cela aboutit il n'y a que peu de recours (80% des députés sont aussi des maires)...**

**Une militante de la mairie de Nogent était tout à fait dans le même état d'esprit, mais à Nogent il y a une CGT qui déçoit et les militants se tournent vers la CFDT.**

**\* Enfin le 3 février c'était le tour de l'Aisne avec le PPDC de LAON. Cette plateforme était jusqu'à il y a peu de temps un fief CGT, mais cela est en train de changer. En effet, pour 187 salariés il y a à peu près une cinquantaine d'adhérents CFDT bien que la CFDT soit moins présente au tri et plus dans les services. Les arrêts maladies se sont accentués, des TMS sont aussi déclarés (surtout par rapport au tri du courrier avec les cadences) mais aussi concernant les facteurs et la longueur de leur tournée, et cela rejoint ce qui s'est dit à AMIENS sur les conditions de travail et la pénibilité. Rappelons que 150 emplois vont disparaître en Picardie, que 50 femmes vont pouvoir bénéficier de la mesure 15 ans 3 enfants et que l'embauche ne va se faire que pour 26 facteurs (notamment en CAP).**

**Au conseil général de l'Aisne, beaucoup de non remplacement, des CDD non renouvelés. Les agents constatent un durcissement face à la hiérarchie avec un manque de communication. Les agents font face aussi à une intensification du travail avec un cumul de tâche (surtout dans le social, personnel beaucoup présent ce jour), nous avons dans l'Aisne un pourcentage de population pauvre autant financièrement que socialement et les agents sentent une dégradation des missions de service public. Ils sont aussi assez démunis face à la « réforme de la territorialité » et sont dans le flou le plus complet... Et ils sont très inquiets face à cette dernière.**

**Pendant ce temps au CH de SAINT QUENTIN, une opération visibilité se déroulait avec distribution de tracts, de calendriers et de clémentines aux portes de l'Hôpital pendant qu'une salle était mise à notre disposition pour une réunion d'information (CH où nous ne sommes pas présents pour l'instant). Cette opération a eu lieu de 10h à 15H. Ce fut une belle réussite, à poursuivre bien sûr. Nous avons eu une bonne**

**visibilité sur l'hôpital, il y a eu beaucoup de tracts de distribués et qui sont restés dans les services nous le savons de source sûre, les calendriers (du syndicat santé-sociaux de l'Aisne) ont été appréciés, la clémentine a été le plus qui fait qu'ils vont se souvenir de nous et cela sortait de l'ordinaire. Le choix n'avait pas été fait au hasard, cela faisait partie d'une des résolutions du syndicat santé lors de son congrès de septembre dernier. Nous avons eu un très bon accueil à l'entrée et le syndicat santé demande à tous les acteurs sur ce champ territorial de faire jouer leur relationnel afin de faciliter l'implantation CFDT sur ce site. Rappelons que nous avons des élections le 20 Octobre 2011 dans la santé.**

**Enfin, fin de la journée avec la rencontres des adhérents du SGEN CFDT et plus particulièrement d'une école implantée en ZEP.**

**Les agents dénoncent des suppressions de postes : 149 en primaire et 198 en secondaire.**

**Là aussi une intensification du travail les agents ont l'impression qu'on les pousse à « ne pas bien faire leur travail » et beaucoup baissent les bras face à un employeur « ETAT ». Ces agents sont en situation de souffrance, ils sentent une perte de sens par rapport à leur mission. Il se développe une grande précarité dans cette fonction publique. A part les enseignants il ne reste plus que quelques postes d'AVS (auxiliaire de vie scolaire). Beaucoup nous ont dit que face au gouvernement ils ont l'impression d'être face à un rouleau compresseur.**

**Face à cette action, de la part de toutes les fonctions publiques, les échos étaient que c'était une expérience très intéressante, qu'ils attendaient cela depuis longtemps, qu'ils souhaitaient que cet accompagnement soit quelque chose qui revienne régulièrement. Ils demandent à ce que l'on propose des perspectives aux agents des fonctions publiques qui en ont bien besoin.**

**Cet accompagnement de la part de la confédération et de l'URI leur est apparu comme une bouffée d'oxygène et ils espèrent que cela va se reproduire régulièrement (à définir en terme de périodicité).**



**Françoise DELOFFRE  
Secrétaire Régionale  
URI PICARDIE  
Dossier des fonctions publiques**